

DECISION
Exercice du droit de préemption urbain
par délégation de l'Etablissement Public Territorial Grand-
Orly Seine Bièvre
sur le bien cadastré section CI numéro 209
sis 32 rue du Bel Air à Vitry-sur-Seine

Décision n°1900193

Réf. Déclaration d'intention d'aliéner du 9 juillet 2019 – numéro 304 - mairie de Vitry-sur-Seine

Le Directeur général adjoint,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de l'urbanisme,

Vu le code de justice administrative,

Vu le décret n° 2006-1140 du 13 septembre 2006 portant création de l'Etablissement public foncier d'Ile de France modifié par le décret n°2009-1542 du 11 décembre 2009 puis par le décret n° 2015-525 du 12 mai 2015 portant dissolution au 31 décembre 2015 des établissements publics fonciers des Hauts-de-Seine, du Val-d'Oise et des Yvelines,

Vu l'arrêté ministériel du 10 décembre 2015 portant nomination du Directeur général de l'Etablissement public foncier d'Ile-de-France,

Vu la loi modifiée numéro 2000-1208 relative à la solidarité et au renouvellement urbain en date du 13 décembre 2000,

Vu le décret 2007-783 du 10 mai 2007 modifiant le Code de l'urbanisme et délimitant les périmètres d'Opérations d'intérêt national (OIN) parmi lesquels l'opération concernant le secteur d'Orly-Rungis-Seine Amont couvrant une partie du territoire de Vitry-sur-Seine,

Vu la loi numéro 2010-597 du 3 juin 2010 relative au Grand Paris, et notamment son article 1 qui vise à la réalisation chaque année de 70 000 logements géographiquement et socialement adaptés sur la Région Ile-de-France,

Vu le schéma directeur de la région Ile de France approuvé par décret n°2013-1241 du 27 décembre 2013, visant notamment à favoriser l'urbanisation par le renouvellement urbain et la densification dans les tissus urbains existants, en particulier à proximité des gares,

Vu le plan local d'urbanisme (PLU) approuvé par délibération du conseil municipal de la ville de Vitry-sur-Seine le 18 décembre 2013, modifié les 13 mai 2015, 8 octobre 2015 et 9 décembre 2015, et son projet d'aménagement et de développement durable (PADD),

Vu le Programme pluriannuel d'intervention, arrêté par le conseil d'administration de l'Etablissement public foncier d'Ile-de-France le 15 septembre 2016,

Vu la délibération du Conseil municipal de la ville de Vitry-sur-Seine en date du 19 janvier 2011 approuvant le principe de création ainsi que les modalités de concertation de la ZAC « Seine Gare Vitry »,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2012/1785 en date du 5 juin 2012 portant création de la ZAC « Seine Gare Vitry » sur le territoire de la Commune de Vitry-sur-Seine à l'initiative de l'EPA-ORSA,

h

Vu la procédure de déclaration d'utilité publique et parcellaire en cours concernant le projet d'aménagement de la Zone d'Aménagement Concertée « Gare des Ardoines » pour laquelle l'enquête unique s'est déroulée du 12 juin 2017 au 13 juillet 2017,

Vu la délibération du 14 octobre 2009 n° B09-6-7 du conseil d'administration de l'Etablissement Public Foncier d'Ile-de-France approuvant la convention cadre entre la ville de Vitry-sur-Seine, l'EPA-ORSA et l'Etablissement public foncier d'Ile-de-France,

Vu la délibération du 18 novembre 2009 n°09.718 du conseil municipal de la ville de Vitry-sur-Seine approuvant la convention cadre entre la ville, l'EPA-ORSA et l'Etablissement public foncier d'Ile-de-France,

Vu la délibération du 6 juillet 2009 n°2009-26 du conseil d'administration de l'EPA-ORSA approuvant la convention cadre entre la ville, l'EPA-ORSA et l'Etablissement public foncier d'Ile-de-France,

Vu la convention d'intervention foncière conclue le 8 décembre 2009 entre la ville de Vitry-sur-Seine, l'EPA-ORSA et l'EPFIF sur les secteurs de maîtrise et de veille foncière « RN 305 Sud » et « Ardoines Sud », prévoyant la réalisation de 850 logements dont 30% de logements sociaux avec 120 logements à l'hectare minimum et 95 000m² d'activités,

Vu les avenants n°s 1 et 2 en date des 19 juillet 2012 et 9 juin 2015, modifiant la convention d'intervention portant le terme de la convention au 8 décembre 2020 et le budget à 50 millions d'euros,

Vu la délibération du 5 octobre 2018 n° B18-4-21 du conseil d'administration de l'Etablissement Public Foncier d'Ile-de-France approuvant la convention cadre entre la ville de Vitry-sur-Seine, l'EPA-ORSA, l'Etablissement Public Territorial Grand-Orly Seine Bièvre et l'Etablissement public foncier d'Ile-de-France,

Vu la délibération du 17 octobre 2018 n° DL 18626 du conseil municipal de la ville de Vitry-sur-Seine approuvant la convention cadre entre la ville, l'EPA-ORSA, l'Etablissement Public Territorial Grand-Orly Seine Bièvre et l'Etablissement public foncier d'Ile-de-France,

Vu la délibération du 29 novembre 2018 n° CA 42-2018-06 du conseil d'administration de l'EPA-ORSA approuvant la convention cadre entre la ville, l'EPA-ORSA, l'Etablissement Public Territorial Grand-Orly Seine Bièvre et l'Etablissement public foncier d'Ile-de-France,

Vu la délibération du 13 novembre 2018 n° 2018-11-13_1214 du conseil territorial approuvant la convention cadre entre la ville, l'EPA-ORSA, l'Etablissement Public Territorial Grand-Orly Seine Bièvre et l'Etablissement public foncier d'Ile-de-France,

Vu la convention d'intervention foncière conclue le 28 mars 2019 entre la ville de Vitry-sur-Seine, l'EPA-ORSA, l'Etablissement Public Territorial Grand-Orly Seine Bièvre et l'EPFIF reprenant les engagements de la convention du 8 décembre 2009 et des avenants susmentionnés et portant le terme de la convention au 31 décembre 2025,

Vu la déclaration d'intention d'aliéner établie par l'étude de maître MARTEL, notaires à THIAIS, en application des articles L. 213.2 et R. 213.5 du code de l'urbanisme, reçue le 9 juillet 2019 en mairie de Vitry-sur-Seine, informant Monsieur le Maire de l'intention de la SCI 32 rue du Bel Air, propriétaire du bien à usage d'atelier et de bureau, qu'elle détient sis 32 rue du Bel Air à Vitry-sur-Seine cadastré section CI numéro 209, d'une superficie totale de 353 m², dans l'état d'occupation déclarée à la DIA, soit libre de toute occupation, moyennant le prix de 700 000€ (sept-cent-mille euros),

Vu la délibération du Conseil Municipal de Vitry-sur-Seine du 24 novembre 1993 instituant le droit de préemption urbain et le droit de préemption urbain renforcé et portant délégation à Monsieur le Maire de Vitry-sur-Seine pour l'exercice de ces droits,

Vu la délibération du Conseil Municipal de Vitry-sur-Seine du 11 mai 2016 portant modification de la délégation du conseil municipal au maire notamment en matière de droit de préemption urbain et de droit de préemption urbain renforcé,

Vu la délibération du Conseil de l'Établissement Public Territorial Grand-Orly Seine Bièvre, en date du 15 avril 2017 instaurant de manière régulière et permanente en faveur de l'EPFIF le droit de préemption urbain renforcé sur l'ensemble des périmètres définis dans la convention foncière du 8 décembre 2009,

Vu le règlement intérieur institutionnel adopté par le Conseil d'administration de l'EPFIF le 8 octobre 2015 et modifié le 20 juin 2019 déléguant à son Directeur Général, et, en cas d'empêchement, au directeur général adjoint, l'exercice du droit de préemption,

Vu la demande de visite adressée le 25 juillet 2019, dans le cadre de la loi ALUR, par l'Établissement Public Foncier d'Ile-de-France au propriétaire et à son notaire, sous la forme de courriers recommandés avec accusés de réception,

Vu l'acceptation de la visite adressée, par les propriétaires, à l'Établissement Public Foncier d'Ile-de-France le 1^{er} août 2019, soit dans les 8 jours suivant la réception de la demande susmentionnée par le notaire et le vendeur et sa concrétisation le 2 août 2019, en la présence de la Direction Nationale d'Interventions Domaniales, soit dans les 15 jours suivant son acceptation,

Vu la demande de pièces complémentaires adressée le 2 septembre 2019, dans le cadre de la loi ALUR, par l'Établissement Public Foncier d'Ile-de-France au propriétaire et à son notaire, sous la forme de courriers recommandés avec accusés de réception,

Vu la réponse à la demande de pièces susmentionnée adressée par le notaire du vendeur et mandataire déclaré à la DIA, reçue par l'Établissement Public Foncier d'Ile-de-France le 6 septembre 2019,

Vu l'avis de la Direction Nationale d'Interventions Domaniales en date du 8 septembre 2019,

Considérant les obligations induites par l'article 55 de la loi relative à la solidarité et au renouvellement urbain en date du 13 décembre 2000, en matière de logement social,

Considérant les orientations du schéma directeur de la région Ile-de-France notamment en faveur de la densification du tissu urbain,

Considérant l'objectif fixé par l'article 1 de la loi n°2010-597 relative au Grand Paris, de construire 70 000 logements géographiquement et socialement adaptés sur la Région Ile-de-France,

Considérant les objectifs de restructuration de la zone d'activité de la ZAC « Seine Gare Vitry » exposés notamment dans le PADD du PLU de Vitry-sur-Seine,

Considérant la procédure de déclaration d'utilité publique et parcellaire en cours concernant le projet d'aménagement de la Zone d'Aménagement Concertée « Gare des Ardoines » à Vitry-sur-Seine pour laquelle l'enquête unique s'est déroulée du 12 juin 2017 au 13 juillet 2017,

Considérant que Monsieur le Préfet du Val-de-Marne a, par arrêté préfectoral n°2017/4462 du 14 décembre 2017, déclaré d'utilité publique le projet d'aménagement de la Zone d'Aménagement Concertée « Gare des Ardoines » susvisé,

Considérant que le bien objet de la DIA est situé dans le périmètre de la ZAC « Seine Gare Vitry » où l'EPFIF est habilité à procéder à toutes les acquisitions foncières et opérations immobilières et foncières de nature à faciliter l'aménagement au sens de l'article L300-1 du Code de l'urbanisme au titre de la convention du 8 décembre 2009 et de ses avenants ainsi que de celle du 28 mars 2019,

Considérant que le Programme pluriannuel d'intervention, arrêté par le conseil d'administration de l'Établissement public foncier d'Ile-de-France le 15 septembre 2016, fixe pour objectif prioritaire à l'EPFIF de contribuer à accélérer et augmenter la production de logements et en particulier de logements sociaux,

Considérant les conventions d'intervention foncière entre la ville de Vitry-sur-Seine, l'EPA-ORSA, l'Établissement Public Territorial Grand-Orly Seine Bièvre et l'EPFIF signée le 8 décembre 2009, ses avenants ainsi la convention du

ILE-DE-FRANCE

01 OCT. 2019

3

POLE MOYENS
ET MUTUALISATIONS

4

28 mars 2019, prévoyant la réalisation de 850 logements dont 30% de logements sociaux avec 120 logements à l'hectare minimum et 95 000m² d'activités,

Considérant enfin que la réalisation des objectifs poursuivis par la ZAC « Seine Gare Vitry », présente un intérêt général au sens de l'article L 210-1 du code de l'urbanisme,

Considérant ainsi que l'acquisition du bien est stratégique pour la réalisation des objectifs assignés,

Décide :

Article 1 :

Décide d'acquérir, au prix et conditions proposés dans la déclaration d'intention d'aliéner, les biens sis 32 rue du Bel Air, cadastré à Vitry-sur-Seine CI 209 d'une superficie de totale de 353 m², d'une surface utile de 383 m², tel que décrit dans la déclaration d'intention d'aliéner mentionnée ci-dessus, moyennant le prix de 700 000€ (sept-cent mille euros),

Article 2 :

Le vendeur est informé qu'à compter de la notification de cette décision et par suite de cet accord sur le prix de vente indiqué dans la DIA, la vente de ces biens au profit de l'Etablissement Public Foncier d'Ile-de-France est parfaite et définitive. Elle sera régularisée conformément aux dispositions de l'article L213-14 du Code de l'urbanisme. Le prix de vente devra être payé dans les quatre mois de la présente décision.

Article 3 :

La présente décision est notifiée à Monsieur le Préfet de Paris et d'Ile de France.

Article 4 :

La présente décision sera notifiée par voie d'huissier, sous pli recommandé avec accusé de réception ou remise contre décharge à :

- Maître François MARTEL, notaire, 121 avenue du général de Gaulle, 94320 Thiais, en tant que notaire et mandataire de la vente,
- SCI 32 rue du Bel Air, dont le siège social est sis 529 rue du marché Rollay, 94500 Champigny-sur-Marne, en tant que propriétaire,
- Société EREN, dont le siège social est sis 152 avenue de Versailles, 94320 Thiais, en tant qu'acquéreur évincé,

Article 5 :

La présente décision fera l'objet d'un affichage en Mairie de VITRY SUR SEINE.

Article 6 :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans les deux mois à compter de sa notification ou de son affichage en mairie devant le Tribunal Administratif de MELUN.

Elle peut également, dans le même délai de deux mois, faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'EPFIF. En cas de rejet du recours gracieux par l'EPFIF, la présente décision de préemption peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois suivant la notification du rejet devant le Tribunal Administratif de MELUN.

L'absence de réponse de l'EPFIF dans un délai de deux mois suivant la réception du recours gracieux équivaut à un rejet du recours.

Fait à Paris, le **1 OCT. 2019**


Gilles BOUVELOT
Directeur Général

ILE DE FRANCE

01 OCT. 2019

POLE MOYENS
ET MUTUALISATIONS